

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.
Stukken van het Waals Parlement, 1655 (2023-2024) Nrs. 1 tot 5
Volledig verslag, plenaire zitting van 10 april 2024
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203550]

25 AVRIL 2024. — Décret modifiant le décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 2 du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées : a) au 2^o, les mots " la commune, le CPAS en cas d'application de l'article 5, alinéa 4, " sont remplacés par les mots " la commune ou le CPAS en cas d'application de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, ";

b) au 4^o, les mots " le service : " sont remplacés par les mots " l'administration ";

c) l'article est complété par les 6^o et 7^o rédigés comme suit :

" 6^o le plan de cohésion sociale : l'ensemble des actions développées par un pouvoir local qui répondent aux objectifs définis à l'article 4;

7^o le public vulnérable : le public très éloigné de l'accès aux droits fondamentaux ou dont la satisfaction des besoins primaires n'est plus rencontrée. "

Art. 3. Dans l'article 3 du même décret, les mots " les communes " sont remplacés par les mots " les pouvoirs locaux ".

Art. 4. L'article 4 du même décret est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

" § 4. Le plan peut comporter au maximum vingt-cinq pour cent d'actions supplémentaires qui peuvent être mises en œuvre en cours de programmation dans le cadre du processus de modification du plan visé à l'article 24. Le Gouvernement fixe la manière dont ce maximum est calculé. "

Art. 5. Dans le même décret, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit : " Art. 4/1. Chaque programmation s'articule sur une durée de six ans. "

Art. 6. Dans l'article 5 du même décret, le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit : " § 1^{er}. Pour chaque année d'une programmation de six ans, une subvention annuelle peut être accordée à chaque commune pour la mise en œuvre d'un plan validé. "

Art. 7. Dans l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots ", pour toute la durée de la programmation, " sont abrogés;

b) les mots " l'organisation et la mise en œuvre du plan. Cette délégation doit, en outre, être formalisée par une convention conformément aux modalités définies par le Gouvernement. " sont remplacés par les mots " la conception et la mise en œuvre du plan. Le Gouvernement fixe les modalités de cette délégation. ";

2^o les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

" § 2. Le Gouvernement approuve le lancement de l'appel à projets et la répartition du subside entre les communes. Il fixe les modalités de communication de l'appel à projets. "

Art. 8. L'article 9 du même décret est remplacé par ce qui suit :

" Art. 9. Le montant de la subvention annuelle globale non attribué, en cas de non-transmission d'un plan et de retrait avant la validation des plans rentrés ou de non-approbation de plans, est réparti entre les pouvoirs locaux dont le plan est approuvé.

Le montant de la subvention annuelle globale non attribué, en cas de retrait d'un pouvoir local en cours de programmation conformément à l'article 29, est réparti entre les pouvoirs locaux qui mettent en œuvre un plan approuvé.

Le montant de la subvention annuelle globale non justifié peut être réparti entre les pouvoirs locaux dont le plan est approuvé.

Le Gouvernement fixe les modalités de répartition du montant de la subvention annuelle globale non utilisé. "

Art. 9. L'article 11 du même décret est abrogé.

Art. 10. Dans l'article 12 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, le 2° est complété par les mots " et avec l'article 27ter de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale lorsque le plan est délégué au CPAS ";

2° les alinéas 3 et 4 sont remplacés par un alinéa rédigé comme suit :

" Chaque action introduite dans le plan est élaborée sur la base d'un diagnostic en relation avec cette action qui fait état d'un besoin avéré et d'une plus-value sur le territoire du pouvoir local. "

Art. 11. L'article 14 du même décret est remplacé par ce qui suit :

" Art. 14. § 1^{er}. Le pouvoir local transmet son plan, accompagné de la délibération signée du conseil portant approbation du plan à l'administration, au plus tard le premier septembre de l'année précédant le démarrage d'une programmation. Lorsque le premier septembre est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

§ 2. Le Gouvernement fixe les modalités de transmission du plan.

À défaut de transmission d'un plan, le pouvoir local est réputé renoncer à sa subvention. Les plans rentrés hors délai ou non accompagnés de leurs annexes sont irrecevables. "

Art. 12. L'article 15 du même décret est remplacé par ce qui suit :

" Art. 15. Le Gouvernement approuve le plan s'il est conforme aux dispositions du présent décret, à toute autre disposition légale et ne blesse pas l'intérêt général.

Le Gouvernement détermine les conditions de notification des décisions relatives aux plans transmis. "

Art. 13. L'article 16 du même décret est abrogé.

Art. 14. Dans l'article 18, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " La première année de la programmation visée à l'article 11, le " sont remplacés par le mot " Le ".

Art. 15. Dans l'article 20 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots " à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes " sont remplacés par les mots " au Code des sociétés et des associations ";

2° l'alinéa 1^{er} devient le paragraphe 1^{er};

3° il est inséré un paragraphe 2 rédigé comme suit :

" § 2. Le Gouvernement peut octroyer au pouvoir local des moyens supplémentaires pour la mise en œuvre d'actions qui visent des publics vulnérables. "

4° à l'alinéa 2 les mots " à l'alinéa 1^{er} " sont remplacés par les mots " aux paragraphes 1^{er} et 2 " et le mot " obligatoirement " est inséré entre le mot " concernés " et le mot " par "; 5° l'alinéa 2 devient le paragraphe 3.

Art. 16. Dans l'article 23 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : a) le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

" Le pouvoir local peut réunir une commission d'accompagnement qui regroupe les diverses parties prenantes associées à la mise en œuvre du plan en vue :

1° d'échanger des informations entre les différents partenaires du plan;

2° d'impulser une réflexion sur le développement et l'amélioration du plan;

3° de veiller au suivi de la réalisation des actions du plan. "

b) les paragraphes 2, 3 et 4 sont abrogés. "

Art. 17. L'article 24 du même décret est remplacé par ce qui suit :

" Art. 24. Un plan peut être modifié en cours de programmation en activant les actions supplémentaires introduites visées à l'article 4 ou en ajoutant ou supprimant une action.

Le Gouvernement fixe les modalités de modification des plans, d'approbation des modifications et de notification des décisions au pouvoir local demandeur. "

Art. 18. L'article 25 du même décret est remplacé par ce qui suit :

" Art. 25. L'administration accompagne le pouvoir local lors de la conception du plan, lors de sa modification et tout au long de la programmation.

Une réunion associant au minimum le chef de projet et l'administration est organisée annuellement afin de dresser le bilan de la mise en œuvre du plan. "

Art. 19. Dans l'article 26 du même décret, la phrase " Le service contrôle le bon usage de la subvention perçue à toutes les étapes de la mise en œuvre du plan " est remplacée par la phrase " L'administration contrôle le bon usage de la subvention perçue ".

Art. 20. L'article 27 du même décret est remplacé par ce qui suit :

" Art. 27. Le pouvoir local rédige dès la deuxième année de la programmation un rapport financier annuel, sur la base du modèle fourni par l'administration. Ce rapport est soumis pour approbation au conseil et transmis à l'administration au plus tard le 30 juin de chaque année.

Lors de sa soumission pour approbation au conseil, le rapport est accompagné d'une synthèse du plan et des actions en cours.

La première année de la programmation, un rapport financier est établi par les pouvoirs locaux qui disposent d'un plan la programmation précédente et est transmis selon les modalités visées à l'alinéa 1^{er}.

En cas d'association de pouvoirs locaux, le rapport financier est approuvé par les conseils des pouvoirs locaux membres de l'association. "

Art. 21. Dans l'article 28 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

" § 1^{er}. L'avant-dernière année de la programmation, l'administration rédige un rapport d'évaluation global reprenant un volet quantitatif et un volet qualitatif et y associe les pouvoirs locaux. La contribution de chaque pouvoir local est approuvée par le Conseil et transmise à l'administration, au plus tard le 30 juin de cette même année.

En cas d'association de pouvoirs locaux, la contribution à l'évaluation est approuvée par les conseils concernés par l'association. "

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

" § 2. Les modalités de transmission du rapport d'évaluation global finalisé sont définies par le Gouvernement.

Le Gouvernement transmet le rapport d'évaluation global au Parlement au plus tard trois mois après sa réception. "

Art. 22. Dans l'article 29 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 1^{er} et 2 sont abrogés.

2° l'article est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

" § 4. S'il s'avère que le pouvoir local ne répond pas aux demandes de l'administration ou ne se conforme pas aux dispositions décrétales et réglementaires, une pénalité correspondant à 20

de la subvention perçue l'année concernée sera appliquée. Le Gouvernement fixe les modalités de la procédure applicable en cas de constat de ces manquements. "

Art. 23. Dans le même décret, il est inséré un chapitre IX/1 intitulé " Retrait en cours de programmation ".

Art. 24. Dans le chapitre IX/1, inséré par l'article 23, il est inséré un article 29/1 rédigé comme suit :

" Art. 29/1. Un pouvoir local, une association de pouvoirs locaux ou un pouvoir local membre d'une association de pouvoirs locaux peut se retirer du dispositif en cours de programmation.

Le Gouvernement fixe les modalités du retrait et l'impact sur le plan dans l'hypothèse d'un retrait d'un ou de plusieurs membres d'une association de pouvoirs locaux. "

Art. 25. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026, à l'exception des articles 1^{er} à 14 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie
sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1674 (2023-2024) N^{os} 1, 1bis à 9.

Compte rendu intégral, séance plénière du 24 avril 2024.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203550]

25 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgedragen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 2 van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgedragen, worden de volgende wijzigingen aangebracht *a)* in 2° worden de woorden "de gemeente, het OCMW in geval van toepassing van artikel 5, lid 4," vervangen door de woorden "de gemeente of het OCMW in geval van toepassing van artikel 5, § 1, tweede lid,";

b) in 4°, worden de woorden "de dienst: vervangen door de woorden "de administratie";

c) het artikel wordt aangevuld met de punten 6° en 7°, luidend als volgt:

6° plan voor maatschappelijke cohesie: alle door een lokale overheid ontwikkelde acties die voldoen aan de doelstellingen bedoeld in artikel 4;

7° kwetsbare doelgroep: de doelgroep die zeer ver verwijderd is van de toegang tot fundamentele rechten of waarvan de primaire behoeften niet meer kunnen worden vervuld. "

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde decreet, worden de woorden "de gemeenten" vervangen door de woorden "de plaatselijke besturen".

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt: "§ 4. Het plan mag maximaal vijftienvig procent aanvullende acties bevatten die in de loop van de programmering kunnen worden uitgevoerd in het kader van het in artikel 24 bedoeld wijzigingsproces van het plan. De Regering bepaalt de wijze waarop dit maximum wordt berekend. "

Art. 5. Er wordt een artikel 4/1 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 4/1. Elke programmering heeft een looptijd van zes jaar. "

Art. 6. In artikel 5 van hetzelfde decreet, wordt paragraaf 1, eerste lid, vervangen door wat volgt:

" § 1. Voor elk jaar van een programmering van zes jaar, kan aan elke gemeente een jaarlijkse subsidie worden verleend voor de verwezenlijking van een gevalideerd plan. "

Art. 7. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in paragraaf 1, tweede lid, worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "voor de ganse duur van de programmering" worden opgeheven;

b) de woorden "de ontvangst van de subsidie alsook de organisatie en uitvoering van het plan voor de ganse duur van de programmering aan het OCMW overdragen. Deze delegatie moet daarnaast geformaliseerd worden door middel van een overeenkomst in overeenstemming met de door de Regering bepaalde nadere bepalingen. " worden vervangen door de woorden "de ontvangst van de subsidie aan het OCMW overdragen alsook het opstellen en het uitvoeren van het plan. De Regering bepaalt de modaliteiten van deze delegatie. ";

2° de paragrafen 2 en 3 worden vervangen als volgt:

" § 2. De Regering keurt de indiening van de oproep tot projecten en de verdeling van de subsidie over de gemeenten goed. Ze stelt de procedures vast voor het meedelen van de oproep tot projecten vast. "

Art. 8. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 9. Het bedrag van de jaarlijkse globale subsidie dat niet toegewezen is, wordt, in geval van niet-overmaking van een plan en intrekking vóór de validering van de ingediende plannen of niet-goedkeuring van plannen, verdeeld tussen de plaatselijke besturen waarvan het plan wordt goedgekeurd.

Het bedrag van de jaarlijkse globale subsidie dat niet toegewezen is, in geval van intrekking van een plaatselijk bestuur in de loop van de programmering overeenkomstig artikel 29, verdeeld over de plaatselijke besturen die een goedgekeurd plan uitvoeren.

Het bedrag van de jaarlijkse globale subsidie dat niet gerechtvaardigd is, kan worden verdeeld tussen de plaatselijke besturen waarvan het plan is goedgekeurd.

De Regering bepaalt de modaliteiten betreffende de verdeling van het ongebruikte bedrag van de jaarlijkse globale subsidie. "

Art. 9. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid, wordt 2° aangevuld met de woorden "en met artikel 27ter van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wanneer het plan aan het OCMW wordt overgedragen";

2° het derde en het vierde lid worden vervangen door een lid, luidend als volgt:

"Elke actie in het plan is opgesteld op basis van een diagnose van die actie, die wijst op een bewezen behoefte en meerwaarde op het grondgebied van het plaatselijk bestuur. "

Art. 11. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 14. § 1. Het plaatselijk bestuur maakt zijn plan aan de administratie over, vergezeld van de door de raad ondertekende beraadslaging die het plan goedkeurt, uiterlijk op 1 september van het jaar voorafgaand aan de start van de programmering. Wanneer de eerste september samenvalt met een zaterdag, zondag of feestdag, wordt de termijn verlengd tot de eerste daaropvolgende werkdag.

§ 2. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de overmaking van het plan.

Indien er geen plan overgemaakt wordt, wordt het plaatselijk bestuur geacht afstand te doen van zijn subsidie. Plannen die buiten de voorgeschreven termijnen ingediend worden of die niet vergezeld gaan van hun bijlagen, zijn onontvankelijk. "

Art. 12. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 15. De Regering keurt het plan goed indien het in overeenstemming is met de bepalingen van dit decreet en met elke andere wettelijke bepaling en het algemeen belang niet schaadt.

De Regering bepaalt de voorwaarden voor de kennisgeving van de beslissingen met betrekking tot de overgemaakte plannen. "

Art. 13. Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 18, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "In het eerste jaar van de in artikel 11 bedoelde programmering bedraagt het basisbedrag" vervangen door de woorden "Het basisbedrag bedraagt".

Art. 15. In artikel 20 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "aan de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen, de Europese politieke partijen en de Europese politieke stichtingen voldoen" vervangen door de woorden "aan het Wetboek van vennootschappen en verenigingen voldoen";

2° het eerste lid wordt paragraaf 1;

3° er wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt:

" § 2. De Regering kan het plaatselijk bestuur bijkomende middelen toekennen om acties uit te voeren gericht op kwetsbare doelgroepen. ";

4° in paragraaf 2 worden de woorden "in paragraaf 1^{er}" vervangen door de woorden "in paragraaf 1^{er} en 2" en wordt het woord "verplicht" ingevoegd tussen het woord "betrokken" en het woord "door"; 5° paragraaf 2 wordt paragraaf 3.

Art. 16. In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"Het plaatselijk bestuur kan een begeleidingscomité bijeenroepen waarin de verschillende stakeholders bij de uitvoering van het plan samenkomen, met het oog op:

1° de uitwisseling van informatie tussen de verschillende partners van het plan;

2° de aanzet tot nadenken over de ontwikkeling en verbetering van het plan;

3° de opvolging van de uitvoering van de acties van het plan. ";

b) de paragrafen 2, 3 en 4 worden opgeheven. "

Art. 17. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 24. Een plan kan in de loop van de programmering worden gewijzigd door de in artikel 4 bedoelde bijkomende acties te activeren of door een actie toe te voegen of te schrappen.

De Regering bepaalt de modaliteiten betreffende de wijziging van plannen, de goedkeuring van bedoelde wijzigingen en de mededeling van de beslissingen aan het verzoekende plaatselijk bestuur. "

Art. 18. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 25. De administratie begeleidt het plaatselijk bestuur bij de opstelling en wijziging van het plan en tijdens het hele programmeringsproces.

Jaarlijks wordt er een vergadering georganiseerd met minstens de projectmanager en de administratie om de beoordeling van de uitvoering van het plan te maken. "

Art. 19. In artikel 26 van hetzelfde decreet, wordt de zin "De dienst houdt toezicht op het correcte gebruik van de ontvangen subsidie in alle stadia van de uitvoering van het plan" vervangen door de zin "De administratie houdt toezicht op het correcte gebruik van de ontvangen subsidie".

Art. 20. Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 27. Vanaf het tweede jaar van de programmering stelt het plaatselijk bestuur een jaarlijks financieel verslag op, gebaseerd op het model verstrekt door de administratie. Dit verslag wordt bij de raad ter goedkeuring voorgelegd en uiterlijk op 30 juni van elk jaar, aan de administratie overgemaakt.

Wanneer het rapport ter goedkeuring aan de raad wordt voorgelegd, gaat het vergezeld van een samenvatting van het plan en de lopende acties.

In het eerste jaar van de programmering wordt een financieel verslag opgesteld door de plaatselijke besturen die over een plan van de vorige programmering beschikten en wordt volgens de modaliteiten bedoeld in het eerste lid overgemaakt.

In het geval van vereniging van plaatselijke besturen, wordt het financieel verslag goedgekeurd door de raden van de plaatselijke besturen die lid zijn van de vereniging. ”.

Art. 21. In artikel 28 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

” § 1. In het voorlaatste jaar van de programmering stelt de administratie een globaal evaluatieverslag op, waarin kwantitatieve zowel als kwalitatieve aspecten beoordeeld worden, waarbij de plaatselijke besturen betrokken worden. De bijdrage van elk plaatselijk bestuur wordt goedgekeurd door de Raad en uiterlijk op 30 juni van hetzelfde jaar aan de administratie overgemaakt.

In het geval van vereniging van plaatselijke besturen, wordt de bijdrage aan de evaluaties goedgekeurd door de raden die bij de vereniging betrokken zijn. ”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

” § 2. De modaliteiten voor de overmaking van het definitief globaal evaluatieverslag worden door de Regering vastgesteld.

De Regering maakt het definitief globaal evaluatieverslag uiterlijk drie maanden na ontvangst ervan aan het Parlement over. ”.

Art. 22. In artikel 29 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de paragrafen 1 en 2 worden opgeheven.

2° het artikel wordt aangevuld met het paragraaf 4, luidend als volgt:

” § 4. Indien blijkt dat het plaatselijk bestuur geen gevolg geeft aan de verzoeken van de administratie of de decretale en reglementaire bepalingen niet naleeft, wordt een boete opgelegd die overeenkomt met 20

van de subsidie die in het betreffende jaar is ontvangen. De Regering bepaalt de modaliteiten van de procedure die van toepassing is bij vaststelling van deze tekortkomingen. ”.

Art. 23. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IX/1 ingevoegd, met als opschrift ”Intrekking in de loop van de programmering”.

Art. 24. In hoofdstuk IX/1, ingevoegd bij artikel 23, wordt een artikel 29/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 29/1. Een plaatselijk bestuur, een vereniging van plaatselijke besturen of een plaatselijk bestuur dat lid is van een vereniging van plaatselijke besturen kan zich in de loop van de programmering uit de regeling intrekken.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de intrekking en de gevolgen op het plan in geval van intrekking van een of meerdere leden van een vereniging van plaatselijke besturen. ”.

Art. 25. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2026, met uitzondering van de artikelen 1 tot 14 die in werking treden op 1 januari 2025.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het ”IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Viceminister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Viceminister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement 1674 (2023-2024) Nrs. 1, 1bis tot 9.

Volledig verslag, openbare zitting van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.